

Brochure n° 3125

Convention collective nationale
IDCC : 1586. – INDUSTRIES CHARCUTIÈRES
(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)

AVENANT DU 6 MARS 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} MARS 2019

NOR : ASET1950590M
IDCC : 1586

Entre :

FICT,

D'une part, et

FNAACFE-CGC ;

FGACFD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises ou établissements entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries charcutières (salaisons, charcuteries, conserves de viandes). IDCC 1586, brochure n° 3125.

Article 2

Barème des salaires minima garantis

Le barème des minima mensuels garantis du 1^{er} mars 2018 est remplacé par le barème ci-après.

(Voir tableau page suivante.)

Barème des salaires minima applicable au 1^{er} mars 2019

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL GARANTI (151,67 heures) « base 35 heures »
I	125	1 530
	130	1 535
	135	1 539
	140	1 542
II	145	1 545
	150	1 548
	155	1 553
	160	1 574
	165	1 595
III	170	1 617
	175	1 646
	180	1 675
	185	1 704
	190	1 732
	195	1 761
IV	200	1 805
	205	1 824
	210	1 843
	215	1 863
	220	1 890
	225	1 921
V	230	1 954
	235	1 985
	240	2 018
	245	2 049
	250	2 080
	255	2 113
VI	260	2 147
	265	2 179
	270	2 212
	275	2 245
	280	2 278
	285	2 309
	290	2 343
	295	2 376

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL GARANTI (151,67 heures) « base 35 heures »
VII	300	2 408
	305	2 441
	310	2 473
	315	2 505
	320	2 539
	325	2 571
	330	2 602
	335	2 636
	340	2 668
	345	2 702
VIII	350	2 871
IX X	400	3 097
	600	4 347
	700	4 997

Article 3

Égalité salariale hommes-femmes

Les parties souhaitent rappeler aux entreprises leurs obligations en matière d'égalité professionnelle et plus particulièrement dans le domaine de l'égalité salariale. Les nouvelles mesures réglementaires relatives à une évaluation des écarts salariaux sur la base d'indicateurs doivent être prises en compte par les entreprises.

Article 4

Entreprises de moins de 50 salariés

Le barème des salaires minima professionnels est applicable dans toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale des industries charcutières. Les parties soulignent que celui-ci ne nécessite pas de mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, auxquelles il s'applique également.

Article 5

Épargne salariale

Les parties rappellent qu'un nouvel accord sur l'épargne salariale a été conclu le 23 janvier 2018 par trois branches professionnelles (L'Alliance 7, ADEPALE, FICT). Cet accord met en œuvre un plan d'épargne interentreprises (PEI) et un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprise (PERCOI). Il s'enrichit également d'un accord type d'intéressement.

Article 6

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail (dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15) l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 6 mars 2019.

(Suivent les signatures.)